

Tirer les leçons de l'enquête nationale de victimation et climat scolaire en collège

Éric Debarbieux,
président de l'Observatoire international de la violence à l'École

Il n'est pas commun qu'à la sortie d'une enquête réalisée par les services de l'éducation nationale soit annexé un commentaire écrit par un chercheur. Cependant, la collaboration étroite qui s'est manifestée entre la DEPP, l'ONDRP et nous-même pour la mise en place de cette enquête nous a conduit à ce commentaire. Nous entendons résumer, confirmer et parfois mettre en perspective ses principaux enseignements et nous engager sur la qualité et la fiabilité des résultats obtenus, tout en montrant certaines limites. Il faudra des mois pour tirer tous les enseignements de cette enquête mais nous pouvons déjà répondre à des questions parfois gênantes.

1. SUR LA MÉTHODE DE L'ENQUÊTE

Pourquoi une telle enquête ?

L'École doit être un lieu sûr pour les élèves comme pour les personnels, et la recherche a abondamment montré que la violence à l'École a des conséquences importantes en termes de santé mentale et de décrochage scolaire. Mais lutter efficacement contre celle-ci nécessite une connaissance précise de l'étendue, de la nature et de l'évolution du problème. Le débat public par ailleurs ne doit pas être prisonnier de représentations exacerbées par des faits divers pas plus qu'il ne doit nier

l'importance de violences plus ténues en apparence mais dont le caractère cumulatif peut avoir des effets sur les victimes. Ni exagération, ni négation : la question de la sécurité à l'École doit se déprendre des simplismes idéologiques.

Si la France s'est dotée depuis plus de dix ans d'un outil permettant la remontée des faits graves connus par l'administration des établissements scolaires (SIGNA puis SIVIS) on sait que cet outil est incapable

de relever les faits plus ténus et encore moins leur répétition. Ce n'est pas parce que l'administration veut « cacher » les chiffres de la violence, c'est parce que la « loi du plus fort » empêche les victimes de témoigner par peur et par honte. C'est aussi parce que la plupart des faits ne se passent pas devant les adultes, qui souvent aussi minimisent l'importance des petites agressions qui construisent un harcèlement. Demander directement aux élèves si et comment ils ont été victimes est devenu un des grands standards internationaux pour mesurer et comprendre la violence à l'École.

Peut-on faire confiance aux résultats ?

La DEPP est le service le plus capable de tirer un échantillonnage national des établissements scolaires. Cet échantillonnage garantit largement la représentativité de l'échantillon. Le simple fait d'interroger de jeunes élèves suscite parfois des réticences quant à la confiance qui peut être faite concernant leurs réponses. Il n'empêche qu'en ce qui concerne la violence à l'École, les victimes sont majoritairement les enfants et les jeunes. « Les enfants sont les meilleurs experts en violence » (Geoffrey, Canada). La base de données est particulièrement cohérente et « propre », les réponses aux différents items étant en excellent lien logique. Le nombre de non-réponses est très bas (0,2 % pour le racket, 0,3 % pour le fait d'avoir été forcé d'embrasser quelqu'un contre son gré par exemple).

Concernant la passation, celle-ci a été standardisée : aucun adulte de l'établissement n'était présent dans les salles de classe et les élèves étaient séparés par une table. Les responsables enquêteurs des équipes mobiles de sécurité (EMS) ont été spécialement formés par notre observatoire et par la DEPP, selon des procédures mises au point depuis près de vingt ans pour nos enquêtes universitaires en France et à l'étranger.

Ne risque-t-on pas de stigmatiser des collèges et de fichier des élèves « délinquants » ?

L'échantillonnage a une représentativité nationale, il est impossible de repérer un établissement, encore moins un élève. Le but n'a jamais été de dresser un « hit-parade » des collèges ni de créer un fichier des élèves dangereux ou en danger. Aucun effet de stigmatisation n'est possible, c'était un engagement pris par le groupe de travail que nous avons dirigé auprès de syndicats comme des

fédérations de parents d'élèves. En même temps, cela crée une limite : impossible de faire une comparaison région par région ou d'étudier l'effet des établissements sur le phénomène. Impossible de dire si la « moyenne » relevée ne cache pas de fortes disparités départementales et régionales.

2. CLIMAT SCOLAIRE ET VICTIMATION

Le lien entre climat scolaire et victimation a été établi et vérifié depuis longtemps (par exemple par l'équipe de Gottfredson aux États-Unis dès 1985, par notre équipe dès nos travaux parus en 1996 ou encore par Benbenishty et Astor en Israël en 2005). Aussi cette enquête a-t-elle cherché à vérifier ce lien en posant des questions à la fois sur les « faits » reportés (les victimations) mais aussi sur l'appréciation du climat scolaire par les élèves.

Les élèves sont-ils malheureux au collège ?

Les résultats obtenus sont massivement positifs : les collégiens interrogés expriment un fort sentiment de satisfaction quant à leur présence au collège. Par exemple à la question « Es-tu bien dans ton collège ? » Les élèves ont très majoritairement répondu qu'ils s'y sentaient tout à fait bien ou plutôt bien¹.

Générale	NB . CIT	Fréquence
Non réponse	31	0,2 %
Pas bien du tout	182	1,3 %
Pas très bien	853	6,0 %
Plutôt bien	6 663	46,9 %
Tout à fait bien	6 483	45,6 %
Total OBS	14 212	100 %

Tableau 1 : Réponses à la question « Es-tu bien dans ton collège ? » - Source : MENJVA, DEPP - Enquête nationale de victimation en milieu scolaire 2011

¹Nous présentons les tableaux hors redressement, les différences étant extrêmement marginales, de l'ordre de quelques centièmes au maximum

De la même manière toutes les questions proposées pour mesurer le climat scolaire montrent un taux de satisfaction élevé. Un peu moins de 14 % des élèves estiment les relations avec leurs enseignants plutôt négatives ou encore ils ne sont que 9 % à se sentir mal ou plutôt mal dans leur classe. On ne peut pas dire non plus que la majorité des élèves vient « la peur au ventre » au collège : moins de 14 %, ce qui est bien sûr non négligeable, disent ne pas se sentir en sécurité et 5 % avoir manqué l'École par peur de la violence.

Nous n'hésiterons donc pas à propos de cette enquête en collège à reprendre ce que nous écrivions récemment dans une de nos propres recherches en école élémentaire², même si des différences existent qui seront étudiées quand nous croiserons ces enquêtes : « S'il existe une minorité d'élèves insatisfaits, les élèves, dans une très forte majorité, adressent un satisfecit aux personnels, éprouvent le sentiment d'être en sécurité, et de bien apprendre dans leur école. Bien peu de services publics et d'institutions pourraient se targuer d'un tel degré de satisfaction chez leurs usagers ».

Cependant, et nous y reviendrons plus loin, il existe une minorité d'élèves, assez importante, qui cumulent les difficultés. De plus, reste un problème qui apparaît important : celui des « punitions » qui apparaissent injustes à 32 % des collégiens (plus de 36 % en RAR dont 13 % très injustes, soit pour cette catégorie près du double que dans les établissements non RAR).

Quelles sont les violences les plus fréquentes ?

La bonne qualité du climat scolaire repose aussi sur un niveau de victimation assez limité en moyenne. Ce n'est pas une image de brutalité terrifiante que l'enquête de la DEPP donne des collèges en France. Il faut d'abord souligner que comme partout dans le monde, et contrairement à la fascination éprouvée pour des faits divers qui, bien sûr, restent toujours possibles, cette enquête confirme la grande rareté des violences paroxystiques. Rappelons ce que Denise Gottfredson, une des meilleures spécialistes du problème aux États-Unis, souligne depuis longtemps : l'expérience personnelle de victimation est liée à des incidents mineurs, autant pour les élèves que pour les enseignants, les victimations sérieuses sont très rares. Le véritable problème tient

à une haute fréquence de victimations mineures plus qu'à une délinquance dure. C'est ce type de résultats que nous retrouvons avec constance depuis nos premières enquêtes de victimation en 1991 en France.

Le tableau 3 de la note de la DEPP est très significatif à cet égard : la violence verbale et symbolique et les petits vols sont communs, avec entre un tiers et une moitié des élèves se déclarant victimes, les violences physiques n'arrivent qu'en huitième position mais sont également relativement fréquentes avec un jeune sur cinq répondant avoir été frappé. Les violences concernant le racket et l'extorsion concernent entre 5,5 et 6,1 % des élèves, proportion que nous obtenons d'ailleurs continûment dans nos propres enquêtes depuis vingt ans. Les blessures avec armes sont rares avec 2 % de victimes, encore n'en connaissons-nous pas la gravité réelle, une grande partie des cas étant sans doute liée à l'usage abusif de matériel scolaire (ciseaux, cutter, compas). Plus important encore : dans leur immense majorité, les faits de violence sont commis par des élèves sur d'autres élèves à l'intérieur de l'établissement scolaire. 96 % des cas de violence verbale, 98 % des cas de violence physique ont pour protagonistes d'autres élèves de l'établissement. Ceci est tout à fait en adéquation avec SIVIS pour qui seulement 5,2% des incidents violents sont liés à des intrusions. Bref, et c'est bien sûr crucial pour l'action publique, l'essentiel de la violence en milieu scolaire est une violence endogène, et concerne des faits mineurs ou des péri-délits bien plus qu'ils n'engagent une délinquance dure. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit sans importance ni gravité.

Quelle est la réalité du harcèlement au collège ?

Il est en effet impossible de comprendre la réalité de l'expérience des victimes si l'on ne tient pas compte de la répétition et de l'association des victimations. Nous insistons depuis longtemps sur la prise en compte des « microviolences » qui ne sont que très rarement pénalisées mais dont la masse peut générer des difficultés importantes pour ceux qui les subissent. Le stress causé par la victimation et le harcèlement peut être un stress cumulatif, et par là bien difficile à prendre en charge tant il s'installe profondément dans la structuration psychologique des sujets. Les tendances dépressives, voire suicidaires, se combinent avec de forts effets sur l'insuccès scolaire et le décrochage. La violence se construit dans la répétition

²Voir le lien : http://www.unicef.fr/userfiles/UNICEF_FRANCE_violences_scolaires_mars_2011.pdf

oppressive et les agresseurs sont tout autant en danger : une recherche très récente, dirigée par Farrington et Ttoffi pour l'université de Cambridge, a montré que quarante ans plus tard les agresseurs étaient plus souvent que les autres au chômage, ou dans des métiers mal payés et sans intérêt, et plus souvent impliqués dans des situations de maltraitance familiale.

L'enquête permet de mesurer à la fois la fréquence des victimations homogènes mais aussi et surtout l'association et la fréquence des victimations hétérogènes (de différentes natures). Le choix fait avec la DEPP de construire une échelle de « multivictimation » permet de mettre en évidence que les victimations se concentrent sur un nombre réduit de victimes. 6 % de collégiens subissent un harcèlement qu'on peut qualifier de sévère à très sévère. 10 % environ subissent une multivictimation modérée. Il faudra, bien sûr, préciser ces calculs et ce sera l'objet de traitements ultérieurs. Pour notre part, et de manière provisoire en utilisant les huit catégories les plus fréquentes (surnom méchant, moqueries, mise à l'écart, insulte, bousculade, coups, lancement d'objet, menace) nous obtenons une répartition qui ne remet pas en question cette première estimation mais la précise.

Multivictimation	Nb cit	Fréquence
Pas victimes	8 501	59,8 %
Très faible victimation	2 713	19,1 %
Victimation modérée	1 563	11,0 %
Harcèlement modéré	615	4,3 %
Harcèlement sévère	429	3,0 %
Harcèlement très sévère	391	2,8 %
Total OBS	14 212	100 %

Tableau 2 : Victimation répétée des élèves de collège – échantillon enquête MENJVA/DEPP 2011

Ces résultats obtenus par une méthode différente (classification automatique) proposent de considérer comme « harcelés » environ 10 % des élèves qui subissent quatre types de victimation ou plus. 6 % des élèves interrogés peuvent par ailleurs être considérés comme harcelés sévèrement (plus de cinq types de victimations) et très sévèrement six à huit types de victimations sur huit. Bref, environ un

élève sur dix rencontre des problèmes avec le harcèlement tandis qu'un peu plus de un sur vingt peut être considéré comme harcelé de manière préoccupante. Bien entendu, cela ne doit pas cacher que neuf élèves sur dix ne rencontrent pas de grand problème avec la violence répétée. Mais si l'on veut mettre cela en perspective, on dira simplement que sur 3 222 000 collégiens près de 187 000 souffrent d'un harcèlement sévère ou très sévère qu'il n'est évidemment pas possible d'accepter. D'autant plus que l'enquête révèle la très forte association entre les différents types de violence : c'est l'élève harcelé verbalement qui est aussi celui qui est mis à l'écart, frappé, agressé par des violences à connotation sexuelle ou dont les biens sont plus fréquemment volés. Ils sont plus souvent obligés de jouer à des jeux dangereux³. C'est aussi ceux qui perdent le plus confiance dans l'École et les enseignants et qui développent un fort sentiment d'insécurité. En fait, même à une intensité faible de victimation le sentiment de sécurité décroît, comme le montre le tableau suivant où le sentiment d'être « tout à fait en sécurité dans l'École » décroît de 53,2 % des élèves non victimes à 9,5 % des élèves sévèrement victimes. Mais on remarquera que, même à des niveaux faibles de victimation, ce sentiment de sécurité est en baisse.

Sécurité multivictimation	Tout à fait	Fréquences
Pas victimes	53,2 %	100 %
Très faible victimation	35,5 %	100 %
Victimation modérée	28,0 %	100 %
Harcèlement modéré	21,8 %	100 %
Harcèlement sévère	16,1 %	100 %
Harcèlement très sévère	9,5 %	100 %
Total	43,4 %	100 %

Tableau 3 : Sentiment de sécurité en fonction du nombre de victimations - échantillon enquête MENJVA/DEPP 2011

De même en ce qui concerne l'absentéisme, celui-ci augmente considérablement avec la victimation.

³Même si l'enquête ne portait pas sur les jeux dangereux mais sur « l'obligation à jouer » à deux types de jeux emblématiques de ces jeux violents et dangereux (le foulard et la cannette), elle n'en révèle pas moins que ces pratiques sont répandues puisque 8,7 % des élèves (13 % des garçons) rapportent cette obligation.

Absence par peur multivictimation	Oui	Non	Total
Pas de victimes	1,4 %	98,5 %	100 %
Très faible victimation	5,8 %	94,0 %	100 %
Victimation modérée	9,0 %	90,9 %	100 %
Harcèlement modéré	15,8 %	83,6 %	100 %
Harcèlement sévère	19,8 %	80,0 %	100 %
Harcèlement très sévère	33,0 %	66,5 %	100 %
Total	5,1 %	94,7 %	100 %

Tableau 4 : Absentéisme en fonction du nombre de victimations - échantillon enquête MENJVA/DEPP 2011

Bref, les élèves harcelés très sévèrement sont vingt-cinq fois plus souvent absentéistes que les élèves qui ne sont pas victimes. Il convient de rappeler que des enquêtes irlandaises et françaises ont conclu qu'il fallait considérer que un sur cinq à un sur quatre des absentéistes chroniques l'étaient par peur du harcèlement, absentéisme qui n'a donc pas grand-chose à voir avec une supposée défaillance parentale. On remarquera également que ce harcèlement touche souvent les élèves de bon niveau, ou en tout cas qui sont conformes aux attentes magistrales : 29 % des élèves disent avoir souffert de moqueries car ils étaient bons élèves ou participaient en classe. Il est possible qu'il soit dangereux d'être un bon élève, ou tout simplement d'être différent.

Les enseignants sont-ils des brutes sadiques?

L'acceptation par les syndicats d'enseignants de certaines questions concernant les agressions par les enseignants ou les membres du personnel n'allait pas de soi, et l'on pouvait avoir peur d'un « grand défouloir ». Il n'en a rien été et l'enquête montre un corps enseignant peu agresseur en ce qui concerne les victimations directes. Si 3 % des élèves ont eu un surnom méchant donné par un enseignant et que 2,6 % ont été insultés par ces derniers, cela a été le cas pour 0,4 % quant à l'origine ethnique et de 0,3 % quant à leur religion. 2,5 % se sont sentis humiliés par un enseignant, 0,4 % ont été frappés. En ce qui concerne les violences à connotation sexuelle : 1,7 % des répondants déclarent avoir été gênés par le regard des enseignants dans les vestiaires ou les toilettes, 0,5 %

avoir été forcés d'embrasser un adulte travaillant dans le collège et 0,4 % avoir dû subir des attouchements de la part d'adultes. La rareté de ces faits ne conduit pas à en minimiser la portée, faut-il le rappeler ? Bien entendu, cette enquête ne dit rien sur les violences institutionnelles ou sur les ressentiments liés aux notes ou à l'orientation, mais elle témoigne du bas niveau atteint par les châtimements corporels ou la violence verbale et de la grande rareté des violences « sexuelles » perpétrées par les personnels d'éducation.

La violence est-elle une question d'inégalité sociale ?

C'est sans doute une des grandes surprises de cette enquête, elle rejoint cependant les résultats de notre récente enquête en primaire. Si le fait d'être dans un établissement de l'éducation prioritaire est bien un facteur aggravant, ce n'est que dans des proportions limitées. Le rapport de la DEPP souligne ainsi que seules les violences graves (liées aux blessures avec armes en particulier) sont clairement plus fréquentes dans les établissements populaires. De même, si le climat scolaire y apparaît moins bon, ce n'est pas massivement. Cependant, les résultats pourraient être plus contrastés qu'une simple analyse en termes de moyenne le laisse supposer. En effet, comme le note avec justesse le rapport de la DEPP, les élèves des établissements de l'éducation prioritaire ont tendance à aller plus souvent aux extrêmes des réponses, en positif comme en négatif. Ainsi dans la relation aux enseignants.

Enseignants strate	Mauvaises	Pas très bonnes	Bonnes	Très bonnes	Total
Collèges RAR	5,0 %	14,5 %	52,3 %	27,8 %	100 %
Rural	1,8 %	9,5 %	66,5 %	22,0 %	100 %
Urbain hors RAR	2,9 %	10,7 %	64,8 %	21,3 %	100 %
Total	2,9 %	10,9 %	63,7 %	22,1 %	100 %

Tableau 5 : relation aux enseignants selon le type social des établissements - échantillon enquête MENJVA/DEPP 2011

En bref, si la relation aux enseignants paraît en moyenne à peu près équivalente entre les établissements RAR et les autres, une étude plus fine montre que les relations « amour-haine » y sont plus exacerbées avec un élève sur vingt pensant ces relations mauvaises et un sur six les pensant pas très bonnes. Surtout, la vision de l'injustice totale des punitions est deux fois plus importante qu'ailleurs. Ceci est certainement la base de violences « antiscolaires » plus fréquentes dans les quartiers populaires. D'autre part, le mode d'échantillonnage ne permet pas une vision fine suivant les quartiers ou les régions : il n'est pas du tout évident que les zones prioritaires des régions du Sud de la France, où la stabilité des personnels est forte, aient les mêmes résultats que les zones de la banlieue parisienne où le « turn over » est plus important. Des enquêtes localisées supplémentaires seront nécessaires. De plus, si l'on suit les indications des enquêtes américaines, on peut penser que la victimation des enseignants et des personnels est plus sensible aux données sociales que celle des élèves. On peut considérer que l'enquête SIVIS est nettement mieux renseignée en ce qui concerne la violence exercée contre les personnels que celle exercée entre élèves. Or SIVIS relève une bonne tendance de cette inégalité sociale : la concentration relevée sur une minorité de collèges presque tous situés en éducation prioritaire est une concentration de violences tournées contre les adultes et témoignent des difficultés du collège avec une partie des classes populaires. Il n'empêche que pour les violences ordinaires, liées au harcèlement, le phénomène apparaît largement transsocial et n'est pas réservé à une certaine catégorie d'établissements et de zones urbaines. C'est certainement vrai avec le développement de la cyberviolence (happyslapping, moquerie ou harcèlement sur internet et par SMS qui semblent concerner environ 9 % des élèves).

3. QU'EST-CE QUE CETTE ENQUÊTE IMPLIQUE EN TERMES D'ACTION PUBLIQUE ?

Cette enquête permet donc de faire quelques préconisations concernant l'action publique, tant au niveau national qu'au niveau local. Nous nous limiterons à quatre remarques fondamentales, sans extrapoler à partir d'autres

recherches et résultats présentés ailleurs⁴ et sans préjuger d'autres leçons qui pourront être tirées de cette enquête de victimation.

1. Quelle que soit la fascination éprouvée pour les solutions techniques comme la vidéosurveillance et la sécurisation de l'espace scolaire, on ne peut en attendre une baisse significative de la violence en milieu scolaire dans la mesure où l'immense majorité des faits est constituée d'actes commis dans les établissements, par des élèves des établissements. Ceci ne signifie pas que la sécurisation ne puisse avoir un effet ou être nécessaire dans certains cas, mais elle n'aura qu'un effet limité. On ne peut s'en contenter. La violence à l'École est surtout une affaire pédagogique.
2. Les faits de violence à l'École sont principalement des petites victimations, mais répétées et concentrées sur un nombre réduit d'élèves : entre 6 % et 10 %. Priorité dans l'action doit être donnée à ce harcèlement dont les conséquences sont maintenant bien connues. Cela nécessite un vrai sang-froid devant les faits divers et la violence paroxystique et une politique de très longue durée plutôt qu'un renouvellement de « plans » et d'effets d'annonce.
3. Le lien entre climat scolaire et violence répétée est avéré. La recherche suggère donc que travailler sur le climat scolaire, le vivre-ensemble, est fondamental. Prévenir la violence et le harcèlement, c'est avoir une démarche globale d'amélioration du climat scolaire, impliquant l'établissement dans son entier, plutôt que de se concentrer sur les seuls problèmes de comportement.
4. Une piste d'amélioration globale du climat scolaire, et particulièrement dans les établissements de l'éducation prioritaire, est l'amélioration de la « justice scolaire », non pas dans le sens d'un simplisme répressif, mais bien d'une intelligence de la sanction. Quand un tiers des collégiens jugent le système punitif injuste, il est nécessaire de s'interroger sur celui-ci et le sens de la sanction, afin que celle-ci devienne réparatrice et non pas « jurassiquement » vengeresse. C'est d'autant plus important quand on remarque combien la violence à l'École comme les punitions sont une affaire de garçons dont l'affirmation machiste passe parfois par cette violence et par l'accumulation absurde de punitions dont on peut interroger l'efficacité.

⁴ Voir par exemple les contributions du comité scientifique des États généraux de la sécurité à l'École : http://media.education.gouv.fr/file/Mediatheque/88/5/fiches_thematiques_141885.pdf

4. UNE PREMIÈRE ENQUÊTE : ET APRÈS ?

Plutôt que de partir sur des négations ou sur des fantasmes, ce diagnostic permet de mieux orienter l'action. C'est aussi une possibilité d'évaluer cette action : l'amélioration du climat scolaire, la diminution du nombre de victimes et de la dureté des agressions peuvent être mesurées si l'on dispose d'un diagnostic préalable, sinon on restera dans la foi, pour les partisans des actions mises en place ou dans le doute, pour leurs adversaires. Cette première enquête nationale n'aura de valeur que répétée. Ce n'est que dans sa reconduction tous les deux ans, comme il a été décidé, que nous pourrons vraiment avoir un regard sur l'évolution du phénomène. Il ne faut cependant pas se faire d'illusions : les pays qui ont réussi à faire diminuer le phénomène (la Finlande, le Royaume-Uni par exemple) ont mis plus de dix ans pour y arriver. Et cela a nécessité une continuité dans l'action qui ne peut que reposer sur un consensus social qui dépasse les échéances électorales.

Par ailleurs, il faut que ces données soient complétées par d'autres enquêtes et, en particulier, par des enquêtes

auprès des enseignants et des personnels. Les personnels n'ont pas répondu suffisamment au questionnaire qui leur était destiné. Il va falloir discuter de cela avec leurs représentants et leurs associations, sous peine de masquer une partie considérable du problème⁵.

Plus loin, la déclinaison locale de telles enquêtes nous apparaît importante, en tant que diagnostic - confidentiel - au niveau d'un établissement, ou pour une vision sectorielle du phénomène. Bien entendu, d'autres types de méthodes sont nécessaires. Mais quoi qu'il en soit, nous disposons pour la première fois d'une base de données véritablement nationale, représentative. Qu'il ait fallu tant de temps pour y arriver n'en fait que plus apprécier sa naissance.

⁵Nous allons dans quelques semaines livrer une enquête à laquelle ont répondu plus de 12 000 enseignants du premier degré, avec un appui de la FAS-USU, du Médiateur de la République et des syndicats enseignants du premier degré (Debarbieux et Fotinos, à paraître. Voir aussi, des mêmes auteurs, notre enquête menée avec la CASDEN et le SNPDEN sur la victimation des personnels de direction).

